

« La crise sanitaire que nous vivons pourrait être fatale à l'Union européenne »



PROPOS RECUEILLIS PAR
EUGÉNIE BASTIÉ @EugenieBastie

LE FIGARO. - La solidarité européenne, notamment à l'égard de l'Italie, a fait défaut pendant la crise sanitaire. N'est-ce pas la démonstration qu'il n'existe pas de peuple européen ?

Dominique REYNIÉ. - À la demande des États, la santé publique est un domaine qui relève de leur compétence et non de l'Union européenne. La crise sanitaire actuelle est donc plutôt une crise des États-nations européens. Ils ont exigé de conserver leur pleine souveraineté en la matière. Le résultat est spectaculaire : tous démontrent leur impréparation. L'Union européenne a été conçue par ces États, mais à partir d'une idée de coopération et non de solidarité. L'idée européenne s'est vu refuser l'accès à l'*affectio societatis* par des États nationaux qui voulaient conserver en monopole ce lien de reconnaissance.

C'est la Chine qui a porté secours à l'Italie. Quelles pourraient être les conséquences de ce geste inédit ?

La Chine porte secours en déployant sa puissance. Elle mène aussi une opération de diversion, car demeure la question de ses responsabilités qui sont immenses. Dans le même temps, il s'agit d'une opération de propagande, d'abord à usage interne. Les images de produits médicaux et d'aides-soignants débarquant en Italie d'un avion chinois ont été largement diffusées en Chine. C'est une façon de dire : nous sommes une grande puissance pu-

naïres mineurs, intéressés, admiratifs ou craintifs de leaders tels Xi Jinping, Trump ou Poutine ; ils semblent inhibés, incapables de voir le retour de la pure puissance, parce qu'ils l'abhorrent, la croient dépassée ou ne s'en sentent plus capables.

Globalement, cette crise n'a-t-elle pas révélé un rapport déstabilisé à la frontière de la part des Européens ?

Oui, j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire : le mépris de la frontière est la grande faute politique et morale de nos gouvernants, nationaux et européens. Sans frontière, aucune souveraineté n'est possible, ni po-

Les images de produits médicaux et d'aides-soignants débarquant en Italie d'un avion chinois ont été largement diffusées en Chine. C'est une façon de dire : voyez comment les démocraties sont incapables de protéger leur population

litaire ni nationale ; plus encore, sans frontière, le contrat social devient impossible. Quels sont mes devoirs, quels sont mes droits, à quelle autorité dois-je alléger ? Qui me protège ? C'est la question pertinente posée depuis le début par les souverainistes. En revanche, ils apportent une mauvaise réponse. La souveraineté n'est pas seulement une affaire de frontière. Elle implique la puissance. Il n'y a point de frontière sans une puissance pu-

un coup d'arrêt à la construction européenne ?

La crise que nous vivons pourrait être fatale à l'Union européenne. Au moins, les tragédies appellent les clarifications. Ce pourrait être la fin d'une fâche ambivalence. Celle des États membres qui disent oui à « une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » (ces mots figurent dans le préambule du traité de Rome de 1957 instituant la CEE, NDLR) mais non à l'affirmation d'une puissance européenne ; celle des populistes, qui persistent dans leur hostilité à l'Union européenne tout en se ralliant à l'euro, comme l'AFD, la Lega, le FPÖ autrichien ou le RN. Une alternative s'impose désormais : ou bien l'Europe se reconstruit avec une vision de puissance ou bien elle disparaît bientôt. Je sais qu'une telle perspective réjouira les nationalistes. Mais comment ne verraient-ils pas que la chute de l'Union euro-

péenne ne précéderait que de quelques années l'effondrement de ses nations ? Voyez l'exemple de l'armée hongroise : 20 000 hommes seulement sont mobilisables. Viktor Orbán le dit, très lucidement, dans ses discours. Voyez l'armée autrichienne et songez à la puissance que représenterait, il y a si peu de temps à l'échelle de l'histoire, l'Autriche-Hongrie. Cela donne une idée de ce que sera l'Europe quand l'Union européenne se désintègre.

cette ambition. Il n'y a pas de puissance publique sans souveraineté. Il n'y a pas de souveraineté populaire sans puissance publique. Or seule une union plus politique et plus étroite des nations nous laisse encore quelque chance de dimensionner nos puissances publiques nationales en une puissance publique globale.

Cela implique de restaurer au plus vite les éléments constitutifs de cette puissance : la promotion et la défense des frontières communes ; l'autonomie sanitaire, à commencer par la maîtrise de la chaîne de production des médicaments ; la souveraineté alimentaire ; la souveraineté énergétique, supposant la stabilité des approvisionnements énergétiques, car nous ne trouverons jamais assez de puissance, ou bien trop tard, au bout de l'éolien et du solaire seulement ; la souveraineté économique et commerciale ; la souveraineté scientifique et technologique, car le champ si stratégique des biotechnologies est en train de passer sous le contrôle absolu du diopole sino-américain. Voyez la démonstration qu'en apporte Catherine Regnaud-Roger, dans son étude « OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques » (Fondapol, janvier 2020). Et il en va de même dans le domaine de l'intelligence artificielle. Enfin, cessons de supposer l'irréaliste l'ambition d'une souveraineté militaire. Quelle est l'autre option ?

Pensez-vous que cette crise peut renforcer les « populistes » ?

ENTRETIEN - Pour le directeur de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), ces temps dramatiques appellent une clarification du projet européen. L'absence de solidarité longtemps constatée au sein de l'Union face à la crise est imputable aux États membres et non à Bruxelles, argumente l'auteur*.

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié le 22 mars 2020 à 18:53, mis à jour le 22 mars 2020 à 18:53

LE FIGARO. - La solidarité européenne, notamment à l'égard de l'Italie, a fait défaut pendant la crise sanitaire. N'est-ce pas la démonstration qu'il n'existe pas de peuple européen ?

Dominique REYNIÉ. - À la demande des États, la santé publique est un domaine qui relève de leur compétence et non de l'Union européenne. La crise sanitaire actuelle est donc plutôt une crise des États-nations européens. Ils ont exigé de conserver leur pleine souveraineté en la matière. Le résultat est spectaculaire: tous démontrent leur impréparation. L'Union européenne a été conçue par ces États, mais à partir d'une idée de coopération et non de solidarité. L'idée européenne s'est vu refuser l'accès à l'*affectio societatis* par des États nationaux qui voulaient conserver en monopole ce lien de reconnaissance.

C'est la Chine qui a porté secours à l'Italie. Quelles pourraient être les conséquences de ce geste inédit?

La Chine porte secours en déployant sa puissance. Elle mène aussi une opération de diversion, car demeure la question de ses responsabilités qui sont immenses. Dans le même temps, il s'agit d'une opération de propagande, d'abord à usage interne. Les images de produits médicaux et d'aides-soignants débarquant en Italie d'un avion chinois ont été largement diffusées en Chine. C'est une façon de dire: nous sommes une grande puissance, nous ne jouissons d'aucune liberté, mais voyez comment les démocraties, elles, sont incapables, ne serait-ce que de protéger leur population. J'y vois en effet un sujet de réflexion.

Les Européens peinent à comprendre, ou à admettre, l'événement sous-jacent. Ils sont comme des spectateurs, ou des partenaires mineurs, intéressés, admiratifs ou craintifs de leaders tels [Xi Jinping](#), Trump ou [Poutine](#) ; ils semblent inhibés, incapables de voir le retour de la pure puissance, parce qu'ils l'abhorrent, la croient dépassée ou ne s'en sentent plus capables.

Une alternative s'impose désormais: ou bien l'Europe se réconcilie avec une vision de puissance ou bien elle disparaît bientôt. Je sais qu'une telle perspective réjouira les nationalistes

Globalement, cette crise n'a-t-elle pas révélé un rapport désinvolte à la frontière de la part des Européens?

Oui, j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire: le mépris de la frontière est la grande faute politique et morale de nos gouvernants, nationaux et européens. Sans frontière, aucune souveraineté n'est possible, ni populaire ni nationale ; plus encore, sans frontière, le contrat social devient impossible. Quels sont mes devoirs, quels sont mes droits, à quelle autorité dois-je allégeance? Qui me protège? C'est la question pertinente posée depuis le début par les souverainistes. En revanche, ils apportent une mauvaise réponse. La souveraineté n'est pas seulement une affaire de frontière. Elle implique la puissance. Il n'y a point de frontière sans une puissance publique pour la garantir. Or, séparées, solitaires, les nations européennes n'ont plus les clés de la puissance souveraine. Aucune ne peut échapper à un cruel destin, car l'incapacité est démographique, scientifique, technologique, économique, militaire et psychologique.

La crise du Covid-19 va-t-elle porter un coup d'arrêt à la construction européenne?

La crise que nous vivons pourrait être fatale à l'Union européenne. Au moins, les tragédies appellent les clarifications. Ce pourrait être la fin d'une lâche ambivalence. Celle des États membres qui disent oui à «*une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens*»(ces mots figurent dans le préambule du traité de Rome de 1957 instituant la CEE, NDLR) mais non à l'affirmation d'une puissance européenne ; celle des populistes, qui persistent dans leur hostilité à l'Union européenne tout en se ralliant à l'euro, comme l'AfD, la Lega, le FPÖ autrichien ou le RN. Une alternative s'impose désormais: ou bien l'Europe se réconcilie avec une vision de puissance ou bien elle disparaît bientôt. Je sais qu'une telle perspective réjouira les nationalistes. Mais comment ne verraient-ils pas que la chute de l'Union européenne ne précéderait que de quelques années l'effondrement de ses nations? Voyez l'exemple de l'armée hongroise: 20.000 hommes seulement sont mobilisables. Viktor Orban le dit, très lucidement, dans ses discours. Voyez l'armée autrichienne et songez à la puissance que

représentait, il y a si peu de temps à l'échelle de l'histoire, l'Autriche-Hongrie. Cela donne une idée de ce que sera l'Europe quand l'Union européenne se défera.

Si nous ne tirons pas les bonnes leçons de la crise à l'échelle européenne, les ennemis de l'idée européenne auront beau jeu de triompher. Mais leur triomphe sera éphémère et tragique

Quelles seraient, selon vous, les conditions pour que l'Union européenne sorte renforcée de cette crise?

L'Union européenne doit se convertir au plus vite à une politique de souveraineté. J'ai salué [le discours prononcé à la Sorbonne par Emmanuel Macron, le 26 septembre 2017](#), dans lequel il montrait la nécessité de cette ambition. Il n'y a pas de puissance publique sans souveraineté. Il n'y a pas de souveraineté populaire sans puissance publique. Or seule une union plus politique et plus étroite des nations nous laisse encore quelque chance de dimensionner nos puissances publiques nationales en une puissance publique globale.

Cela implique de restaurer au plus vite les éléments constitutifs de cette puissance: la promotion et la défense des frontières communes ; l'autonomie sanitaire, à commencer par la maîtrise de la chaîne de production des médicaments ; la souveraineté alimentaire ; la souveraineté énergétique, supposant la stabilité des approvisionnements énergétiques, car nous ne trouverons jamais assez de puissance, ou bien trop tard, au bout de l'éolien et du solaire seulement ; la souveraineté économique et commerciale ; la souveraineté scientifique et technologique, car le champ si stratégique des biotechnologies est en train de passer sous le contrôle absolu du duopole sino-américain. [Voyez la démonstration qu'en apporte Catherine Regnault-Roger, dans son étude «OGM et produits d'édition du génome: enjeux réglementaires et géopolitiques» \(Fondapol, janvier 2020\)](#). Et il en va de même dans le domaine de l'intelligence artificielle. Enfin, cessons de supposer irréaliste l'ambition d'une souveraineté militaire. Quelle est l'autre option?

Pensez-vous que cette crise peut renforcer les «populismes» européens ou, au contraire, les affaiblir au profit des technocrates?

Si nous ne tirons pas les bonnes leçons de la crise à l'échelle européenne, les ennemis de l'idée européenne auront beau jeu de triompher. Mais leur triomphe sera éphémère et tragique. L'Europe s'effondrera, puis chacune de ses nations. Pour les Européens, voici revenu le temps de la gravité.